

Pesticides : La fin des r evaluations régulières de Santé Canada inquiète

Dossier de la rédaction de H2o
December 2025

Des chercheurs et des organisations non gouvernementales s'inquiètent de l'intention du gouvernement fédéral d'arrêter la r valuation régulière des pesticides. Dans une lettre publiée le 18 décembre, ils demandent au Canada de "choisir la science et la santé plutôt que les lobbyistes". Ottawa assure que sa réforme renforcera la surveillance.

La trentaine de signataires, provenant de différentes provinces, exhortent le gouvernement fédéral à renoncer aux mesures annoncées dans le dernier budget, qui, selon eux, visent à affaiblir le processus canadien de réglementation des pesticides. Début novembre, Ottawa a déclaré vouloir changer la loi pour supprimer les r valuations cycliques des pesticides et faciliter ainsi une surveillance moderne fondée sur le risque. Actuellement, Santé Canada r value chaque pesticide tous les 15 ans pour s'assurer qu'il continue de répondre aux normes en vigueur et ne pose pas de risques pour la santé humaine et l'environnement. Avec la réforme, le rendez-vous régulier de r valuation n'existerait plus. Par exemple, en 2017, l'herbicide glyphosate a été r autoris  pour 15 ans après un de ces examens. Les signataires de la lettre rappellent que des controverses récentes sur les herbicides à base de glyphosate mettent en lumière des failles r glementaires. Santé Canada a reconnu avoir utilisé une étude frauduleuse qui concluait que le produit n'était pas dangereux.

Une semaine auparavant, d'autres chercheurs avaient publié une lettre dans le quotidien à Le Devoir à pour dénoncer la réforme. Ils rappelaient que plus de 7 000 pesticides sont enregistrés au Canada et que la r valuation cyclique est la pierre angulaire du maintien de la sécurité.

Radio-Canada